

DE CHANTECLER À CHARLIE

À l'aube du 7 janvier 2015, Chantecler s'égosille, comme chaque matin : «Je suis si convaincu que j'accomplis un acte, j'ai tellement foi que mon Cocorico fera crouler la nuit comme une Jéricho... Je chante! Vainement... Et, tout d'un coup... je recule, ébloui de me voir moi-même tout vermeil, et d'avoir, moi, le coq, fait lever le soleil¹!»

Notre coq national veut faire croire au monde que le soleil se lève en France. Son chant la berce d'illusions. Et avec elle, ses présidents. C'est la rançon de l'Élysée. Saisis du syndrome Chantecler, les locataires de cette basse-cour doivent, tel François Hollande à son tour, pousser le sempiternel cocorico à la France éternelle, forte de ses valeurs universelles et du sens de ses responsabilités. Les valeurs? «C'est la clé, les valeurs. Si l'on ne partage pas les valeurs, on n'est pas membre de la famille occidentale», déclare aussi Nicolas Sarkozy pour justifier à l'époque le retour de la France dans le commandement intégré de l'Otan². Des valeurs gravées sur les frontons républicains, mais si estompées, au fil du temps et des lâchetés, qu'elles ont perdu leurs saveurs, sont devenues vagues, parfois irréelles, virtuelles, souvent à géométrie variable, à des fins électorales.

Tâchant de les raviver, François Hollande évoque la mémoire des résistants de l'Affiche rouge pour nous «réconcilier autour de la même fierté, celle de porter les valeurs de liberté, d'égalité, de fraternité³». Mais aussi les valeurs de la démocratie, celles

1. Edmond Rostand, *Chantecler* (1908), tirade du coq, acte II.

2. Forum de Munich sur les politiques de défense, 7 février 2009.

3. Cérémonie au mont Valérien, le 21 février 2014.

des droits de l'homme, dont la France s'érige en gardienne¹, alors qu'elle n'est que détentrice de la Déclaration, tempère Robert Badinter. Sans oublier l'égalité hommes-femmes, le droit d'ingérence breveté français. Et la perle nationale, sa fameuse laïcité, fondée sur un socle historique, politique et juridique complexe, voire confus, sous les coups de boutoir de dérives communautaristes de la droite, mais aussi de la gauche.

Ajoutées aux fractures sociales, elles conduisent à une redoutable ghettoïsation, cet «apartheid²» dénoncé par Manuel Valls. À tel point que la laïcité, bras armé de la République battue en brèche, n'échappe pas plus à la contradiction que le modèle français à bout de souffle. Liberté de conscience et de religion, neutralité de l'État, primauté des droits civils et politiques, ces principes fondateurs de la démocratie sont présentés comme universels. À tort. La France, auto investie d'un rôle particulier, se targue de les porter à travers le monde. Il ne manque pas de sceptiques pour douter de cette prétention : «La laïcité n'a pas vocation à être exportée telle quelle³», constate Laurent Fabius, réaliste.

Autant dire qu'il faut être habité d'une «certaine idée» de la France pour la voir en «phare», «pont», «repère», et vanter son «influence» mondiale. Un vocabulaire géopolitique qui n'est pas sans limites. «Nous nous mentons à nous-mêmes en nous mettant en scène dans une grandeur dont nous savons qu'elle n'est plus», assène un conseiller hollandais. Objection de De Gaulle : «Peut-être la politique est-elle l'art de mettre les chimères à leur place. On ne fait rien de sérieux si on s'y soumet, mais que faire de grand sans elles.» Et encore : «Quand les Français croient en la grandeur des causes, ils se grandissent. Quand ils n'y croient plus, ils se rapetissent.» Entre le jeu de la grandeur et la nécessaire chimère, la France balance et ses présidents avec elle.

1. Comme du mètre étalon au pavillon de Breteuil à Sèvres!

2. Vœux à la presse le 20 janvier 2015.

3. Le 6 novembre 2013, en clôture du colloque du Ceri, «Religions et politique étrangère».

Le « message » de la France !

Ils assument en tout cas le rôle de Chantecler. « Notre génie national, dit François Hollande, c'est de parler à tous les peuples qui aspirent à la liberté. » Dit autrement : « La France est un pays qui a un message à délivrer au monde, des valeurs, des principes et une influence internationale¹. » Il fait de la France, « disponible pour le monde, un pont entre les civilisations, les sociétés, les cultures² ». Au fond de lui, croit-il vraiment à cette France porteuse d'universel ? Pour qui veut redonner confiance aux Français, pas question de jouer au rabat-joie. « Si on n'a pas une grande idée de la France, on ne peut donner la fierté aux Français. Et quand on n'est plus fier de son pays, ce sont les forces nationalistes qui l'emportent au détriment du patriotisme qu'il faut au contraire cultiver³. »

Et c'est ainsi que les Français se réveillent chaque matin, shootés à la cocarde et aux valeurs soi-disant universelles, suivant de Gaulle pour qui « l'opinion qu'on a de la France lui ouvre une sorte de crédit latent quand il s'agit d'universel ». Sauf que le crédit finit par s'user : « On joue de Gaulle, les valeurs, l'exception française, la France phare du monde. J'ai du mal avec ces marronniers⁴ », confie un autre conseiller élyséen.

« Depuis la Révolution, analyse Marcel Gauchet, notre pays se définit par une identité universaliste, mais la mondialisation réduit mécaniquement notre influence dans le monde et la prétention universelle de notre modèle n'est plus tenable⁵. » Hubert Védrine, lui aussi rétif à cette prétention, ironise sur un modèle qui « ne donne aucune baguette magique pour faire de la Chine et de la Russie un gros Danemark⁶ ! »

D'ailleurs, même si la partition de Chantecler, logorrhée flatteuse en apparence, entretient un ersatz de consensus droite-gauche, gaullien et pavlovien, les Français ne sont pas dupes. Ils constatent que les cocoricos de Nicolas Sarkozy et François

1. 19 septembre 2013.

2. Vœux au corps diplomatique, 17 janvier 2014.

3. Devant la presse présidentielle, 21 juillet 2014.

4. Entretien avec l'auteur.

5. Entretien de Marcel Gauchet avec Jean-Marc Ayrault, *Le Nouvel Observateur*, 22 août 2013.

6. Entretien avec l'auteur.

Hollande vont de pair avec l'aveu d'une certaine dépendance du pays, plus tout à fait maître de son destin.

Une des raisons de la crise d'identité du pays touche à l'imaginaire national. Où donc est l'âme de la France? «Elle se cherche elle-même, répond Jean-Pierre Jouyet¹. Elle a le sentiment qu'elle se dilue dans le monde qu'elle ne comprend plus, alors que d'autres ont su se retrouver dans l'Union européenne. Le pays a longtemps cru à l'Europe française, mais elle s'est évaporée. Avec les élargissements, elle a vu que l'Europe était plus vaste et que son modèle n'y était pas répliqué. Pour l'Allemagne, au contraire, l'Europe a permis sa réunification et sa rédemption.» Marine Le Pen répond-elle, seule, à cette sourde attente des Français en captant leur imaginaire de peuple dépossédé? «Elle définit une place pour la France dans le monde²», répond Stéphane Rozès. À François Hollande, président, d'assumer cette mission à sa place.

Pas évident, vu précisément l'état de la France. Dans la première moitié de son quinquennat, il reconnaît devoir en rabattre devant ses pairs européens. Impossible de crier cocorico et de prétendre changer l'Europe quand on ne marche que sur une patte. Enfin, la réalité c'est que le monde n'attend pas la France. «Il ne faut pas considérer sa liberté comme la seule vérité. La France n'est pas la conscience du monde³», assène le ministre marocain des Affaires étrangères, Salaheddine Mezouar.

Manuel Valls traduit d'une belle envolée ce dilemme auquel les précédents présidents, tout à leur aveuglante fuite en avant, faisaient mine d'échapper: «La France, c'est la lumière de l'universel. La France, oui, c'est l'arrogance de croire que ce que l'on fait ici vaut pour le reste du monde... Ne rétrécissons pas la France, ne rétrécissons pas nos rêves... Mais la réalité est là, il faut la regarder sans trembler.» Et de conclure son tableau apocalyptique de la situation du pays: «Nous n'avons pas d'autre choix que nous mettre à niveau⁴.»

1. Devant l'association de la presse présidentielle, 21 juillet 2014. Jean-Pierre Jouyet a été nommé secrétaire général de l'Élysée le 12 avril 2014.

2. *Marianne*, 30 janvier 2015.

3. *Le Monde*, 3 février 2015.

4. Discours de politique générale, 8 avril 2014.

Chantecler, bec dans l'eau. Les «événements», le choc national des attentats de janvier 2015, font soudainement office d'électrochoc. *Charlie* sauvera-t-il Chantecler?

11 h 28 chez Charlie

Ce mercredi 7 janvier, on en est donc là du «France *bashing*» et du «Hollande *bashing*», les deux faces de l'autodénigrement mortifère, sport national, quand, à 11 h 28, les frères Kouachi, en passant non par la Lorraine mais par le Yémen avec leurs kalachnikovs, font irruption à *Charlie Hebdo*. Ils exécutent froidement douze personnes, puis achèvent un policier sur le trottoir. Un autre jeune Français, Ahmedy Coulibaly, prend le relais le lendemain, en tuant d'une balle dans le dos une policière municipale à Montrouge, puis, le vendredi, quatre compatriotes juifs dans un supermarché kasher de la porte de Vincennes. Sorte de 11 Septembre, moins par le bilan que par la sidération qui frappe le pays et par son sursaut dans un climat d'exceptionnelle unité nationale, non dénuée d'ambiguïtés. De quelques rafales assassines, les valeurs estompées au fil du temps – liberté, égalité, fraternité, laïcité –, comme roses fanées, prennent une autre couleur. Sang. Avant, elles sonnaient creux. Soudain, elles vibrent dans le cœur des Français.

«Allons enfants de *Charlie*», entonne le coq gaulois, par défi, même chez ceux qui estiment que l'hebdomadaire caricatural s'est mué en militant islamophobe. Le monde lui aussi s'appelle *Charlie*. En quelques heures, du vendredi au samedi midi, quarante-huit chefs d'État et de gouvernement font savoir qu'ils se joindront aux quelque quatre millions de Français – sur 66,03 millions! – dans une marche historique pour la liberté contre les «barbares» terroristes. Dimanche 11, un quart de la planète se retrouve à Paris, capitale mondiale.

Un cocktail international, équivalent de deux G20 et une coupe du monde, organisé avec maestria par tous les services de l'État, preuve que la machine fonctionne, et savamment dosé de partenaires arabes, africains, européens. Il ne s'agit surtout pas de donner à voir un choc de civilisations, l'Occident marchant contre l'Orient. D'ailleurs, malgré la sympathie exprimée à l'ambassade de France à Washington par Barack Obama

et par une adresse en français de John Kerry, les Américains brillent par leur absence. Simple « connerie », concède l'Élysée. Quant à la présence de Benyamin Netanyahou, elle n'est souhaitée ni par François Hollande ni par l'intéressé lui-même. Mais, informé de la venue de deux de ses ministres, rivaux électoraux, il confirme sa présence le samedi à 20 heures. Une heure plus tard seulement, appelé en catastrophe pour rétablir l'équilibre, Mahmoud Abbas accepte lui aussi de venir. Une prise de risque appréciée de François Hollande, à qui il ôte une épine du pied. Pour marcher le lendemain, ça aide!

L'Europe solidaire

« Immense élan international, raconte Alexandre Ziegler¹. Nous le ressentons immédiatement au nombre de SMS envoyés par les ambassadeurs pour nous faire savoir que si une cérémonie ou un hommage sont organisés, leur pays sera représenté. Après un moment d'incrédulité, tout s'emballe le vendredi. » La première à se manifester : Angela Merkel. Trois appels téléphoniques en trois jours ! « Je serai là quoi que tu décides », promet-elle à François Hollande.

À quoi tient cet élan surprenant ? A priori pas à l'humour français, encore moins celui de *Charlie Hebdo*, car il est la chose la moins partagée au monde. Sans doute au fait qu'à ce moment, la France, avec les valeurs qu'elle porte, est plus que la France renouant avec le fil de son Histoire. « Phare de la liberté », s'enthousiasme le Premier ministre grec, balayé deux semaines plus tard par le parti de gauche Syriza. Compassion et mobilisation pour lutter ensemble contre le terrorisme plutôt qu'appétit forcené pour la liberté.

Une fois n'est pas coutume, c'est le monde qui renvoie à la France une image d'elle plus flatteuse. Un retour d'estime. La « marque France reste vivante », écrit au président l'un de ses conseillers. Non plus la France arrogante et capricieuse, mais un catalyseur capable de fédérer l'Europe autour de valeurs qui sont aussi les siennes : la tolérance, la liberté frondeuse plutôt que le bâillon de l'austérité. « La solidarisation de l'Europe entière avec la France après les attentats restera un geste

1. Directeur de cabinet de Laurent Fabius.

inoubliable¹», veut croire le philosophe allemand Peter Sloterdijk. C'est pour maintenir la flamme du 11 janvier et témoigner de la solidarité européenne que François Hollande se rend, le 15 février 2015, devant l'ambassade du Danemark, au lendemain de la double fusillade contre un centre culturel puis une synagogue à Copenhague. Il relève «la même détermination des terroristes à frapper les valeurs de liberté, du droit. Les mêmes nations éprouvent la même tristesse, la même volonté de résister et de vaincre le terrorisme». Solidarité également avec la Tunisie. Après l'attaque du 18 mars 2015, il participe, le 29, à la marche contre le terrorisme, à Tunis².

Le peuple retrouve son imaginaire!

Quelques heures après le drame, mercredi en fin d'après-midi, place de la République à Paris et dans nombre d'autres villes, des gens se rassemblent spontanément dans un silence qui vaut tous les cris, mus par le simple besoin d'opposer à la sauvagerie la calme assurance de la liberté à tout prix. Comme si, intuitivement, ils attendaient ce moment fatal pour réagir. Une révolte muette, mais forte. Chacun ressent, avec le président, que «la France a été attaquée en son cœur³». À elle, c'est-à-dire au peuple, de réagir.

Il répond certes à l'appel des partis politiques, organisateurs de la marche dominicale, hors FN, mais c'est lui qui est acteur de l'Histoire. «Les peuples peuvent prendre peur, se replier, se rétracter, se perdre dans les extrémismes et les excès. Nous en voyons déjà les signes, déclare François Hollande. Mais les peuples peuvent aussi choisir une autre voie, se lever pour proclamer leur attachement à des principes qui fondent leur identité, porter un idéal qui les dépasse... faire se lever une espérance et entraîner les autres. C'est ce qu'a fait le peuple français le 11 janvier, non pas pour donner une leçon, mais pour être fidèle au message universel de la France⁴.»

1. *Le Monde*, 12 février 2015.

2. Voir p. 416.

3. Adresse télévisée à la nation, mercredi 7 janvier 2015, 20 heures. Voir également le texte de la déclaration du 9 janvier, annexe II, p. 470-471.

4. Vœux au corps diplomatique, 16 janvier 2015.

Moins lyrique que Victor Hugo en 1870, le président sent battre ce cœur et, habilement, se tait. Il laisse le peuple parler en marchant. «Ce qui m'a frappé dans ce qui s'est produit, au-delà du drame, dit-il encore, c'est qu'à un moment, les Français, que l'on dit toujours attachés à leurs intérêts, à leurs privilèges, à leur situation, sont capables de se lever pour d'autres choses que simplement la recherche d'un intérêt, d'une protection ou d'un financement, simplement pour être la France. Et s'ils sont à ce point mobilisés sur l'essentiel, c'est parce qu'ils croient en leur pays. Ça a été tout le sujet depuis deux ans et demi : est-ce que la France y croit? Est-ce qu'on est fiers de nous? Est-ce qu'on peut réussir? Et en quelques jours, parce qu'il y avait eu cette épreuve, nous avons été capables de montrer qu'on était un grand pays, qu'on était capable de nous rassembler, de lever tant d'obstacles qui étaient sur notre route, de ne pas être dans la vengeance, dans la revanche, dans la rancune, dans la régression, dans la peur. Eh bien! quand on a un pays qui a cette force-là, on doit le conduire pour aller plus loin, à gauche si on est de gauche¹.»

Le regard du pays sur lui-même change. «J'attendais le moment où le regard des Français sur eux-mêmes changerait, confie le président. La fierté collective retrouvée dans le malheur constitue un atout considérable pour le pays. Les Français ont repris confiance².» Il s'y était essayé une semaine plus tôt, lors de ses vœux de Nouvel An, mais sans miracle. Le président pronostique un changement durable : «Le pays ne le sait pas encore, mais les épreuves l'ont changé. Il a éprouvé, avec un grand malheur, une grande fierté et la capacité de se rassembler³.»

Passé l'émotion, la réflexion nourrit des interprétations divergentes du 11 janvier. Pour ceux qui partagent l'optimisme présidentiel, le peuple choisit spontanément de se réapproprier son âme, de réinvestir lui-même son imaginaire. «Merveilleuse intuition du raz-de-marée populaire, perçoit Jacques Julliard. À savoir que le patriotisme, le respect du savoir, les règles de la politesse, l'amour de la langue française et du drapeau

1. Conférence de presse, 5 février 2015.

2. Déjeuner avec la presse quotidienne régionale, 22 janvier 2015.

3. Conférence de presse, 5 février 2015.

français participaient d'une même réponse civilisée à l'abominable barbarie¹.» Peter Sloterdijk se dit lui aussi émerveillé de la «prouesse» des Français, capables de montrer qu'«à l'ère de l'individualisme aigu, il est encore possible de faire société».

Mais d'autres ne voient dans ce 11 janvier qu'un «moment d'illusion groupale». Un sursaut sans lendemain qui n'a concerné qu'une partie de la société, sous le choc d'un terrorisme à la croisée de questions géopolitiques et de problèmes sociaux propres à la France, dont le modèle républicain est à la peine².

«Paris vaut bien une comédie unanimiste. La République vaut bien un quiproquo», ironise Régis Debray du haut de son scepticisme si français, hérité de Montaigne³. Tout aussi sceptique, Pierre Rosanvallon souligne que «loin de manifester une véritable union nationale, la communauté d'effroi a immédiatement fait apparaître le caractère problématique de cette prétendue unité». Il voit plutôt «la fracture entre une France impliquée et une France marquée par un sentiment d'abandon».

Père de la nation

Si le regard du pays sur lui-même change, celui sur François Hollande change également. Le *fatum*, le destin, tend la main à chaque président, et lui propose un événement exceptionnel. Épreuve initiatique pour entrer dans l'Histoire avec la stature présidentielle. François Mitterrand et la crise des missiles en janvier 1983, ou sa poignée de main avec Helmut Kohl à Verdun le 22 septembre 1984. Jacques Chirac et son refus de la guerre en Irak en mars 2003. Nicolas Sarkozy et la crise financière en septembre 2008⁴.

Charlie, en janvier, révèle un François Hollande maître de la crise dont il prend la mesure. Depuis trois ans, les occasions de se presidentialiser n'ont pourtant pas manqué, à commencer par la guerre au Mali, mais elles ont été parasitées par un scooter, symbole d'une présidence trop normale, et par la montée du chômage. En déplacement à New York, François Hollande croit

1. *Marianne*, 30 janvier 2015.

2. Michel Wieviorka, *Le Journal du dimanche*, 18 janvier 2015.

3. *Le Nouvel Observateur*, 14 janvier 2015.

4. Discours de Toulon, 25 septembre 2008: voir p. 286.

vivre le pire jour de son quinquennat le 24 septembre 2014, en découvrant sur un portable la vidéo de la sidérante décapitation par des djihadistes algériens d'Hervé Gourdel¹. Il souhaite, déjà, l'unité nationale.

Survient *Charlie*, tel un éclair foudroyant. «Le président doit se confondre avec la nation. Qu'on l'aime ou pas, il parle et agit en son nom», dit François Hollande, se découvrant, sans oser revendiquer le titre, Père de la nation. Incroyable conversion. «Le pays a changé, le regard qu'il porte sur ma présidence aussi, se réjouit-il. La France est sortie plus forte de cette tragédie. Une épreuve comme celle-là change également celui qui, au plus haut niveau de l'État, a dû l'affronter. J'ai été conforté dans mes convictions et dans la fierté que je porte dans les valeurs de notre République².» Les valeurs, toujours.

Mais quelle «guerre»?

La scoumoune qui lui colle à la peau se mue-t-elle en baraka, à la faveur de ce défi national et personnel? Ou, comme disent les commentateurs sportifs, les mouches ont-elles changé d'âne? Paradoxalement, pour ne pas dire d'un point de vue cynique, la lutte antidjihadiste imposée à la France offre à François Hollande le défi, l'opportunité d'incarner sa présidence à un niveau encore jamais atteint.

Il reste chef de guerre. «Notre meilleure réponse à cette menace, à cette agression, dit-il, c'est l'unité nationale dans cette guerre, car c'en est une, contre le terrorisme... La France ne cède pas au terrorisme, ne cédera jamais au terrorisme parce que c'est son devoir et, bien plus, parce que c'est son honneur³.» Cette fois, le mot «guerre» est lâché. Il ne peut y avoir qu'un vainqueur et un vaincu : «Nous gagnerons. La coalition finira par attraper al-Baghdadi⁴. J'en suis persuadé, nous l'aurons», assure le chef d'état-major Pierre de Villiers, pour

1. Le chef du commando djihadiste, Abdemalek Gouri, responsable de l'assassinat, sera abattu par l'armée le 22 décembre 2014, à 100 km d'Alger.

2. *Le Monde*, 20 janvier 2015.

3. Le 22 septembre, à New York, à l'annonce de la décapitation d'Hervé Gourdel.

4. Le calife autoproclamé de l'État islamique (Daech).

qui les opérations extérieures au Mali ou en Irak constituent «la défense de l'avant» du territoire national, sur lequel sont déployés dix mille soldats en seulement trois jours. «La menace du terrorisme sur notre sol est une réalité avec laquelle nous devons désormais apprendre à vivre, car rien n'exclut qu'elle ne se manifeste à nouveau¹», prévient-il.

La France est devenue l'«ennemi numéro un» du djihadisme, affirme d'ailleurs un dirigeant d'Al-Qaïda dans la péninsule arabe (AQPA) fin janvier, peu après l'élimination par un drone américain de son chef – le premier qui, après l'attaque contre *Charlie*, avait menacé d'autres actions. Le pays, qui a pourtant traversé des décennies d'attentats, ressent un choc d'une autre nature. Il est touché au fond de lui-même, précisément dans ses valeurs. Mélange ambigu d'un entre soi franchouillard, lancinante menace, et d'ouverture à la diversité, qui fait sa richesse et son défi. La qualité des victimes en atteste : journalistes, policiers, Français juifs, Français musulmans. L'origine des assassins aussi : Français récemment radicalisés à l'islam. La porosité avec les guerres menées par la France en Afrique et au Moyen-Orient ajoute la complexité à la nature exceptionnelle de l'agression.

Les fusillades et prises d'otages à Paris, à Montrouge et en Seine-et-Marne – prolongement direct des combats contre les djihadistes, au Mali contre Boko Haram et en Irak contre l'État islamique (Daech) – font passer le mode opératoire terroriste pour une guerre sur le sol national. Dans la valse des étiquettes, laquelle choisir : «fascislamistes», islamistes radicaux, djihadistes, terroristes, barbares?

Faut-il parler de «guerre»? Non, estime dès 2006 la DST. Elle «déconseille d'employer une terminologie militaire pour parler des terroristes car, en mettant Al-Qaïda sur le même plan que les soldats d'un État souverain, la cause des terroristes en sort grandie²». Non, font valoir les diplomates dans le débat interne qui agite les hautes sphères. «Les musulmans, dit l'un, sont nombreux, wahhabites ou pas, à détester les juifs, sans pour autant vouloir en tuer. Le critère distinctif est celui du mode opératoire, le terrorisme. Et on ne décrète pas la

1. Vœux aux journalistes de Défense, 30 janvier 2015.

2. Note du 15 décembre 2006 sur la «terminologie appropriée dans la lutte antiterroriste.»

guerre à un mode opératoire.» Jean-Yves Le Drian évite le terme «guerre au terrorisme», label de Bush, dont la stratégie diffère de celle de la France. Il parle de «guerre aux groupes terroristes», aux organisations dont il note qu'elles se militarisent, comme l'État islamique, qui s'est doté d'une véritable armée «terroriste», dit-il le 11 mars 2015. «La France n'est pas en guerre, dit un conseiller. Sinon, quelle sera l'étape suivante? Elle est attaquée, elle riposte. La Syrie, elle, est en guerre. La Libye aussi, en guerre civile.»

Manuel Valls clôt le débat lors d'une réunion en pleine crise, en demandant aux diplomates de «cesser de jouer les bisounours». Ciblant «l'ennemi de l'intérieur et de l'extérieur», il impose le mot «guerre», tout en le démentant. «Sommes-nous en guerre? La question a, en réalité, peu d'importance, car les terroristes djihadistes, en nous frappant trois jours consécutifs, y ont apporté, une nouvelle fois, la plus cruelle des réponses¹.» En aparté, le Premier ministre assume: «Oui, on nous fait la guerre. Oui, la France est en guerre, non pas contre l'islam, mais contre l'islamisme radical, le terrorisme, le djihadisme².» Pour ne pas se faire déborder sur sa droite vallsienne, le président lui aussi recourt une fois à ce mot: «Le terrorisme, nous lui faisons la guerre³.»

Quelle guerre? Il ne s'agit pas d'une guerre à une religion, l'islam, mais d'une «guerre à la haine», prend-il soin d'ajouter pour désamorcer les réactions islamophobes. Un concept bien vague et peu opérationnel du point de vue militaire, surtout s'il s'agit de faire la guerre aux jeunes djihadistes *made in France*.

Nicolas Sarkozy, lui, n'hésite pas: «C'est une guerre déclarée à la civilisation. La civilisation a la responsabilité de se défendre. C'est ce que nous sommes décidés à faire⁴.» Il est taclé, le lendemain, par Rachida Dati: «Je conteste cette idée. De quelle civilisation parle-t-on? Daech, c'est une civilisation? La barbarie, c'est une civilisation? L'horreur, l'inacceptable, c'est une civilisation? En Europe, le nazisme était-il une

1. Discours de Manuel Valls à l'Assemblée nationale en hommage aux victimes des attentats, 13 janvier 2015.

2. Aparté à Matignon, 20 janvier 2015.

3. Vœux au corps diplomatique, 16 janvier 2015.

4. France 2, 8 janvier 2015.

civilisation? Non! [...] On est en guerre contre des barbares.» Au lendemain d'un déjeuner, le 20 janvier, avec d'anciens Premiers ministres UMP, dont Dominique de Villepin, nouvellement rallié, il passe outre leurs objections et récidive sur cette «véritable guerre de civilisation contre notre mode de vie, notre façon de penser et de vivre».

Attention de ne pas tomber dans «le piège des terroristes¹», prévient Laurent Fabius, qui réfute toute guerre de civilisation. «Ils veulent pousser les communautés de France à la guerre civile», décrypte Gilles Kepel. Pour expliquer l'attraction des jeunes convertis français vers l'État islamique (EI), Pierre-Jean Luizard décode le message universaliste de Daech: «Il ne s'agit pas d'une guerre Orient-Occident, ni arabo-euro-atlantique, mais d'un choc entre islam et mécréance.» L'enracinement local conquérant et son modèle d'«utopie concrète» ajoutent à l'attractivité de l'organisation d'Abou Bakr al-Baghdadi.

Président antidjihad

La proie donne des ailes au faucon. Sur le chemin de Bamako, à défaut du chemin de Damas, François Hollande a une révélation: fort de son paradigme «Mali» – «J'ai osé, j'ai réussi» –, il s'appuie sur cette *success-story* pour prendre la tête de la guerre antidjihadiste. «Les djihadistes, nous les combattons, nous les combattons, nous les combattons», martèle le président le 1^{er} juin 2014, jour de l'arrestation de Mehdi Nemmouche, auteur de la tuerie au musée juif de Bruxelles. Les théâtres du djihad, au Moyen-Orient, en Afrique et à Paris, n'en forment en réalité qu'un seul, à des milliers de kilomètres de distance. Et François Hollande occupe avec les Américains la *pole position* dans la guerre ouverte au djihadisme mondial. Une aventure qui suit un scénario de western binaire, avec les bons contre les barbares, certes monstrueux, mais qui sèment la terreur au nom de la revanche des sunnites humiliés.

François Hollande revendique son engagement, mais il estime n'avoir pas vraiment le choix. S'il «décide ferme» en Syrie, en Irak, en Iran, en Libye, au Sahel, en République centrafricaine, en Ukraine, ce n'est pas, confie-t-il, «pour être à l'offensive

1. Vœux à la presse diplomatique, 26 janvier 2015.

systématique sur tous les terrains, mais pour éviter massacres et guerres». Une sorte de casque bleu-blanc-rouge à la tête d'une «France en mouvement». Il affirme agir en garant des responsabilités inhérentes à la fonction présidentielle et «porteur des valeurs de l'Europe et de la France, celles de la démocratie et des droits de l'homme» – remises dès qu'il s'agit de remplir le tiroir-caisse grâce aux Rafale vendus au président égyptien al-Sissi¹.

Depuis le début de son quinquennat, il s'est imprégné de l'énormité du défi : «Je considère, dit-il, que la situation internationale est la plus grave depuis 2001. Le monde doit en prendre toute la mesure. Nous devons faire face non pas à un mouvement terroriste comme Al-Qaïda, mais à un quasi-État terroriste, l'État islamique. Nous ne pouvons nous en tenir au traditionnel débat, intervention ou non-intervention².»

Du chef antidjihadiste, il a aussi la cartouche des mots. Sa volonté de «détruire les terroristes³» fait appel à un vocabulaire connoté. Trop, de l'avis de certains. Les «égorgeurs» accèdent au statut de «barbares» lors de la décapitation d'Hervé Gourdel. De même que le projet avorté de frappes en Syrie, d'abord présentées comme une «punition» d'Assad en raison de son emploi des armes chimiques⁴. Ces propos fleurent bon l'univers moral de Bush : il y a les *bad guys* et les *good guys*. Le Hamas et Daech, c'est *bad*; Israël et Bagdad, c'est *good*!

À défaut d'être un copié-collé des néoconservateurs américains, François Hollande est-il un faucon? «J'ai du mal à le classer, confie un diplomate élyséen, mais c'est vrai que, sans reprendre le cliché du faucon, l'emploi de la force ne lui pose aucun problème. Contrairement aux autres Européens, nous avons la culture de l'action. Il ose des choses peu évidentes parce qu'il a une grande confiance dans les capacités de la France, et qu'il est gonflé! Incroyablement sûr de lui, calme, il peut buter sur un obstacle budgétaire ou sur le groupe PS, mais il ne doute jamais de son action diplomatique parce qu'il cherche en permanence où est l'intérêt de la France, quel est le rapport de forces, que peut-on imposer ou pas⁵.»

1. Voir p. 53.

2. *Le Monde*, 21 août 2014.

3. Le 15 janvier 2013, à propos du Mali.

4. En août 2013 et le 21 juillet 2014, devant la presse présidentielle.

5. Entretien avec l'auteur.

«*Danger immense*»

L'après-*Charlie* ne change pas la donne : « J'entends une petite musique en faveur d'un changement de notre politique étrangère, déclare Laurent Fabius. Attention aux jugements hâtifs, aux contresens. Ce ne sont pas nos opérations extérieures qui sont à l'origine des attentats. Quand Merah a tué, nous n'étions ni au Mali ni en Irak. C'est pour éviter le développement du djihadisme-terrorisme que nous agissons. Le terrorisme est une réalité. Se calfeutrer ne peut pas nous protéger. Ce serait laisser les zones de chaos devenir des sanctuaires du terrorisme¹. » Au lieu de jouer les « planqués » face au danger, François Hollande s'engage précisément parce qu'il y a danger. Il opte pour le traitement volontaire et offensif des crises pour éviter qu'elles ne se propagent. D'où la frustration syrienne.

Qu'elle soit atone, enrouée ou canonnière, la diplomatie française semble donc, au premier regard, suivre le vol du faucon. Il faut admettre que le 11 septembre 2001, commis par une équipe majoritairement saoudienne, pilotée par Ben Laden, marque un tournant. La nouvelle génération qui investit l'Élysée, le Quai d'Orsay, le ministère de la Défense et les services secrets change de lunettes et se focalise sur la lutte antiterroriste islamique.

Les deux derniers livres blancs de la Défense en prennent acte. « L'enjeu est fondamental et la France est directement visée, analyse Jean-Claude Mallet². Des camps du Waziristân à la péninsule arabique, la Libye, l'Afrique occidentale, nous voyons les convois djihadistes se déployer à toute vitesse. » Il constate que « des groupes armés veulent faire la guerre à l'Occident » et que « Aqmi³ au Sahel déclare que la France est son ennemi numéro un ». Al-Qaïda, depuis les années 2000, Aqmi au Sahel, djihadistes syriens puis ceux de l'État islamique en Irak en 2014... les défis s'accumulent. La France se doit de les relever, soit pour sa propre sécurité, soit pour venir en aide aux minorités chrétienne et yazidie persécutées par le « califat de la haine ». Laurent Fabius l'accuse même de « génocide ».

1. Vœux à la presse diplomatique, 26 janvier 2015.

2. Jean-Claude Mallet, conseiller de Jean-Yves Le Drian, ministre de la Défense. Article de la revue *Esprit*, août-septembre 2014.

3. Al-Qaïda au Maghreb islamique.